

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

N° 23 039 – 23 040 – 23 041

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS

NOM DE L'ORGANISME ACHETEUR

Organisme de sécurité sociale : Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
247, avenue Jacques Cartier
83090 Toulon Cedex 9

OBJET DU MARCHE

Travaux d'amélioration de la sécurité incendie, du clos et du couvert et à la réalisation de divers ouvrages - Crèche et structure multi accueil Lamalgue – CNMSS Toulon

1	CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHES	4
1.1	OBJET DU MARCHÉ	4
1.2	FORME DU MARCHÉ ET REFERENCE AUX TEXTES DES MARCHES PUBLICS	5
2	MAITRISE D'ŒUVRE - MAITRISE DE CHANTIER – CONDUITE D'OPERATION	6
3	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHES	7
4	DUREE DU MARCHÉ - DUREE DES TRAVAUX – PROLONGATION DE DELAI EXECUTION	8
4.1	DUREE DU MARCHÉ	8
4.2	PERIODES DE PREPARATION.....	8
4.3	DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	8
4.4	PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	8
5	PHASES DES TRAVAUX.....	9
6	EXECUTION DES TRAVAUX	9
6.1	LIEU D'EXECUTION	9
6.2	AUTORISATIONS ET DEMARCHES ADMINISTRATIVES A CHARGE DU TITULAIRE DU MARCHÉ.....	9
6.3	HORAIRE DE CHANTIER	9
6.4	PLAN D'EXECUTION - NOTES DE CALCUL - ETUDES DE DETAILS	10
6.5	Synthèse d'exécution et réalisation des plans de synthèse	10
6.6	Réunions de chantier et modalités de conduite des travaux	11
6.7	Coordination des travaux, phasage, ordonnancement.....	11
6.8	Contraintes de déroulement des travaux.....	12
6.9	Contraintes du site.....	12
6.10	Mesures de sûreté.....	13
6.11	Mise en œuvre de sources de chaleur / permis feu / permis poussière :.....	13
6.12	Généralités concernant les mesures d'hygiène et de sécurité.....	13
6.13	Bungalows de chantier, fluides, panneau de chantier, géolocalisation et signalétique	14
6.14	Moyens de manutention, d'accès, de levage, d'échafaudages et de plateformes de travail pour chaque lot.....	16
6.15	Gestion des approvisionnements et des évacuations, opérations de chargement et déchargement, sécurité routière, homme trafic.....	16
6.16	Isolement de l'emprise du chantier par des clôtures de chantier.....	16
6.17	Implantation des ouvrages.....	16
6.18	Nettoyages et protections des ouvrages.....	17
6.19	Emballages et palettes	18
7	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	18
8	Compte-prorata	18
9	ESSAIS ET CONTROLES ET VERIFICATION A DEMANDER	19
10	RECEPTION DES TRAVAUX	19
11	PROCEDURE EN CAS DE TRAVAUX MODIFICATIFS EVENTUELS	19
12	DECLARATION DU SOUS TRAITANT	20

13	DOCUMENTS REMETTRE	20
14	GARANTIES	21
15	CLAUSE SOCIALE D'INSERTION OBLIGATOIRE	21
15.1	Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale	22
15.2	Les modalités de mise en œuvre.....	22
15.3	Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales d'insertion	23
15.4	Les modalités de contrôle.....	23
15.5	La globalisation des heures.....	24
16	PENALITE	24
	Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion -	25
17	ASPECT FINANCIER DU MARCHE	25
17.1	FORME DES PRIX.....	25
17.2	CONTENU DES PRIX.....	25
17.3	MODALITES DE REVISION, CHOIX DES INDEX DE REFERENCE	26
17.4	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	27
18	MODALITES FINANCIERES.....	27
18.1	FACTURATION	27
19	DELAIS DE PAIEMENTS	28
19.1	PAIEMENT AU SOUS-TRAITANT	28
19.2	AVANCE OPTION B de l'article 10.1 du CCAG/TRAVAUX	28
19.3	CESSION – NANTISSEMENT	28
19.4	APPROVISIONNEMENTS.....	29
19.5	ACOMPTES MENSUELS.....	29
19.6	PAIEMENT FINAL	29
19.7	RETENUE DE GARANTIE	29
20	ASSURANCE, DIFFERENDS ET LITIGES	29
20.1	ASSURANCE.....	29
20.2	RESILIATION DU MARCHE.....	30
21	DONNEES A CARACTERE PERSONNEL « COLLECTEES » PAR LE PRESTATAIRE EN QUALITE DE RESPONSABLE DE TRAITEMENT.	30
22	AUTRES OBLIGATIONS ADMINITRATIVES	30
23	DEROGATION AU CCAG/TRAVAUX	31

1 CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHES

1.1 OBJET DU MARCHE

Le marché a pour objet des travaux d'amélioration de la sécurité incendie, du clos et du couvert et à la réalisation de divers ouvrages.

Ces travaux s'effectuent à la crèche municipale Lamalgue se situant 25 avenues Guiramand – 83 000 Toulon.

Le marché se décompose en 3 lots séparés découpé comme suit :

Lot n°1 : Désamiantage N° 23 039

Le présent lot n°1 « Désamiantage » concerne :

- des travaux de dépose et de retrait de divers ouvrages contenant de l'amiante ;
- le stockage et l'évacuation dans un centre autorisée selon la réglementation en vigueur et la procédure via le site Trackdéchets ;

Lot n°2 : Rénovation multicorps d'état (MCE) N° 23 040

Le présent lot n°2 « Rénovation multicorps d'état (MCE) » concerne :

- des travaux de démolition, gros-œuvre et maçonnerie ;
- des travaux de peinture et de serrurerie ;
- des travaux de traitements des façades ;
- des travaux d'étanchéité des toitures terrasses ;
- des travaux de VRD ;
- divers ouvrages et prestations.

Le lot n°2 « Rénovation multicorps d'état (MCE) » comprend une tranche ferme et deux (2) tranches optionnelles distinctes.

Le contenu de la tranche ferme et des tranches optionnelles du lot n°2 est le suivant :

Tranche ferme :

- Mise en œuvre et gestion des installations de chantier, gestion des déchets, gestion du compte prorata ;
- Travaux de démolition, de maçonnerie, de renforcement de plancher ;
- Travaux de plâtrerie, peinture, revêtement de sol, menuiserie bois ;
- Travaux de serrurerie ;
- Mise en œuvre d'un flocage en sous face du vide sanitaire ;
- Traitement et reprises des façades du RDC incluant les acrotères en toiture terrasse du RDC ;
- Réfection complète de l'étanchéité en toiture terrasse du RDC incluant l'isolation, la protection lourde, les dalles sur plots, les points singuliers, les couvertines, les skydomes d'éclairage zénithal, les lignes de vie ;
- Fourniture et pose d'un bac à graisse ;
- Travaux de voiries et réseaux divers ;
- Divers ouvrages et prestations.

Tranche optionnelle n°1 :

- Travaux de réparation d'ouvrages par un traitement par passivation préventive des poteaux ronds des terrasses couvertes du RDC et des poteaux saillants des façades du RDC.

Tranche optionnelle n°2 :

- Travaux de réparation d'ouvrages par un complément d'enrobage généralisé des acrotères en toiture terrasse du RDC, des poteaux ronds des terrasses couvertes du RDC, des poteaux saillants des façades du RDC, des casquettes en béton non protégées et les nez de dalles, les poutres sous casquettes.

Lot n°3 : Electricité, CVC, plomberie N° 23 041

Le contenu de la prestation et de la prestation éventuelle supplémentaire du lot n°3 est le suivant :

La prestation concerne :

- des travaux d'électricité courants fort et faible ;
- des travaux de génie climatique (chauffage/ventilation/plomberie).

Prestation éventuelle supplémentaire :

Il sera prévu en prestation supplémentaire, la modification des installations d'allumage et d'extinction des luminaires avec gradation de 0 à 100% de toutes les zones d'activités de la crèche et zone multi-accueil.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) de chaque lot et sur les plans complétés par les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) du marché commun à tous les lots avec ses annexes.

Chaque lot doit prendre connaissance des CCTP des autres lots avant la remise des offres

Le maître d'ouvrage se laisse la possibilité d'affermir ou non chaque tranche optionnelle lors de la notification du marché ou dans un délai maximum de cinq mois (5) après la date de démarrage du délai d'exécution des travaux de la tranche ferme.

Le calendrier prévisionnel d'exécution sera alors modifié en conséquence. »

Les tranches optionnelles sont affermies au moyen d'une décision du représentant du directeur de la CNMSS. L'affermissement de la (des) tranche(s) n'est (ne sont) pas assujetti(s) à l'ordre des numéros qui les désignent.

Il n'est pas prévu d'indemnité de dédit en cas de non affermissement de la (des) tranche(s).

1.2 FORME DU MARCHÉ ET REFERENCE AUX TEXTES DES MARCHES PUBLICS

La consultation est un marché à procédure adaptée, lancée suivant la procédure adaptée visée à l'article R 2123-1 du décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018.

La consultation prend en compte l'article R 2113-4 à 6, marché à tranches du décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018.

La consultation prend en compte l'article R 2113-1 le marché est alloti du décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018.

2 MAITRISE D'ŒUVRE - MAITRISE DE CHANTIER – CONDUITE D'OPERATION

Maître d'ouvrage :

Les coordonnées du conducteur d'opération de la maîtrise d'ouvrage sont les suivantes :

Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
Département Infrastructure et Moyens généraux (DIM) / Service Infrastructure
247 avenue Jacques Cartier
83 090 TOULON CEDEX 9

Tél. : 04 94 16 38 41 - @ katia.bismuth@cnmss.fr (Chef de département)

Tél. : 04 94 16 96 34 - @ aurelien.nicot@cnmss.fr (chef du Service Gestion des Bâtiments SGB)

Tél. : 04 94 16 36 79 - @ olivier.hilaire@cnmss.fr (conducteur d'opération SGB)

Maître d'œuvre :

Les coordonnées de l'équipe de maîtrise d'œuvre sont les suivantes :

Maîtrise d'œuvre **M+ architecture et design (Mandataire)**

66 C Boulevard Ferdinand de Lesseps 83000 Toulon
Tél. 04 94 36 06 66 – @ : mplus@mplus-architecture.com

OEVI Ingénierie (co-traitant)

148 Chemin des Aires 83390 Puget-Ville
Tél. 04 94 14 95 16 – @ : contact@oevi.fr

E.P.R. BET structure (co-traitant)

153 Rue Charles Lejeune 83100 Toulon
Tél. 04 94 23 97 23 – @ : epr@bet-epr.fr

ING&V (co-traitant)

717 Bd Saint Jean 83470 Saint Maximun la Sainte Baume
Tél. 04 94 78 93 50 – @ : contact@ingv.fr

La mission du maître d'œuvre comprend les missions VISA, sans études d'exécution qui sont à la charge des entreprises de travaux, et DET, direction de l'exécution des contrats de travaux.

Le maître d'œuvre a les missions de coordination OPC (Ordonnancement, Pilotage, Coordination) et de coordination SSI.

Coordonnateur SPS :

Les coordonnées du coordonnateur SPS sont les suivantes :

Monsieur Jean-Louis Talagrand



ANCO Méditerranée

✉ contact13@ancogroupe.fr
☎ 04 42 98 12 94
📍 515, Avenue de la Tramontane
LE FORUM - ATHELIA IV | LA CIOTAT
🌐 www.anco.pro |  

Conformément à l'article R.4532.1 du Code du Travail, la présente opération est classée en 2ème catégorie : opérations soumises à l'obligation d'établir un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC SPS).

Le PGCSPPS du coordonnateur SPS est joint dans le présent dossier de consultation.

L'entreprise devra établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) et effectuer la visite d'inspection commune avec le coordonnateur.

Contrôleur technique :

Les coordonnées du contrôleur technique sont les suivantes :

SOCOTEC CONSTRUCTION TOULON

Centre d'affaires Grand Var – Bât. B – 1er étage
1110 Chemin des plantades
83130 LA GARDE

Hamza HSISSSEN| Ingénieur - chargé d'affaires

Tél : +33 (0)4 94 22 08 91 - +33 (0)7 85 75 23 29

Pour les missions suivantes :

- L** (solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables),
- LE** (solidité des existants),
- S** (conditions de sécurité des personnes dans les constructions),
- P1** (solidité des ouvrages et des éléments d'équipement non indissociablement liés).

3 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHES

Les pièces constitutives du marché sont des pièces particulières et des pièces générales.

Les pièces générales, bien que non jointes au marché, sont réputées connues de l'entreprise.

- ✚ Les actes d'engagements (AE) un par lot et leurs annexes financières :
 - ❖ Décompositions du Prix Global et Forfaitaire* (DPGF) un par lot
- ✚ Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P commun)
- ✚ Les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes suivantes :
Les CCTP :
 - ❖ Lot 00 – CCTC Commun à tous les lots
 - ❖ Lot 01 – CCTP Désamiantage
 - ❖ Lot 02 – CCTP MCE
 - ❖ Lot 03 – CCTP ELEC/CVC Plomberie (2 documents) + cahier charge SSI

Cahier de Plans en version informatique « PDF », sont listés ci-dessous :

- ❖ Plan d'installation de chantier au nombre de 1
- ❖ Plans architecte aux nombres de 16 ;
- ❖ Plans BET structure EPR aux nombres de 1 ;
- ❖ Plan électricité CVC plomberie aux nombres de 4 ;
- ❖ Plans architecte en dwg, à titre indicatif (non contractuels),
- ✚ Clauses Administratives Générales (C.C.A.G. travaux) applicables aux marchés publics de travaux approuvés par l'arrêté du 30 mars 2021 (JO du 1er avril 2021) ;
- ✚ Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux du maître d'œuvre (OPC). Ce document est transmis à titre indicatif.
- ✚ Rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti. Référence : 002ER346191 du 22/02/2023.
- ✚ Rapport diagnostic Plomb avant travaux. Référence : 002ER346191 du 04/02/2023
- ✚ Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)
- ✚ Rapport initial du contrôleur technique (RICT).
- ✚ Le mémoire technique du titulaire remis avec son offre

***Nota :**

DPGF : Cadres vierges de la décomposition du prix global forfaitaire (les DPGF seront à compléter et à joindre obligatoirement par les candidats à la remise des offres) pour tous les lots ;

Nota : Les DPGF comprennent une partie TF pour les trois lots et les parties TO pour le lot n°2 ainsi qu'une PSE pour le lot 3

4 DUREE DU MARCHE - DUREE DES TRAVAUX – PROLONGATION DE DELAI EXECUTION

4.1 DUREE DU MARCHE

Les marchés sont conclus à compter de leur date de notification et pour toute la durée de l'opération jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement des travaux et des garanties réglementaires.

4.2 PERIODES DE PREPARATION

Ce n'est pas des tranches c'est les lots

La période de préparation de cinq (5) mois de la tranche ferme, est excluse du délai d'exécution des travaux.

La période de préparation d'un (1) mois des tranches optionnelles, est excluse du délai d'exécution des travaux.

Le début du délai d'exécution de la période préparation de chaque tranche sera notifié par ordre de service du maître d'œuvre prescrivant de la commencer.

4.3 DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

La durée du délai d'exécution des travaux de chaque tranche ferme (hors période de préparation exclus de 5 mois) est de cinq (5) mois

La durée de chaque tranche optionnelle du lot n°2 « Rénovation multicorps d'état (MCE) » est d'un (1) mois (hors période de préparation exclus d'un (1) mois).

Les durées des tranches optionnelles ne se cumulent pas.

Elles sont réputées intégrées à l'intérieur du délai d'exécution des travaux de la tranche ferme si elles sont affirmées au plus tard 3 mois après le démarrage du délai d'exécution de la tranche ferme.

Toutefois, si une ou plusieurs tranches optionnelles venaient à être affirmées tardivement (plus de 3 mois après le démarrage du délai d'exécution des travaux de la tranche ferme), le délai d'exécution des travaux et le planning détaillé de l'OPC seraient revus en conséquence pour le lot n°2 « Rénovation multicorps d'état (MCE) ».

La PSE : Le délai est inclus dans la tranche ferme du lot 3

Le début du délai d'exécution des travaux de chaque tranche ferme ou tranche optionnelle affirmée sera notifié par ordre de service du maître d'œuvre prescrivant de la commencer.

4.4 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

« Phénomènes naturels / Prolongation de(s) délai(s) d'exécution

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du C.C.A.G travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à : quinze (15) jours.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG travaux et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours correspondant au nombre de jours de chômage intempéries ayant fait l'objet d'une déclaration par l'entrepreneur à sa caisse de chômage intempéries en défalquant, le nombre de journées d'intempéries prévisibles indiqué ci-avant. Pour pouvoir bénéficier d'une prolongation de délai, l'entreprise devra adresser au maître

d'ouvrage les certificats de déclaration, ainsi que les bulletins officiels de la station météorologique de Toulon.

Le régime du chômage intempéries permet à une entreprise du BTP d'arrêter momentanément son activité lorsque les conditions atmosphériques rendent l'accomplissement du travail impossible ou dangereux (gel, neige et pluie intenses, inondation, vent violent, orage...).

Quelle que soit leur origine, les prolongations de délai pour cause d'arrêt total ou partiel des travaux ou encore en cas d'entrave, font l'objet d'une décision du RPA notifiée par OS.

L'entrepreneur dont le chantier est arrêté totalement ou partiellement, ou entravé, doit en informer immédiatement le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage par tout moyen écrit (mail, courrier...).

Les éventuelles décisions de prolongation de délais d'exécution ne sont relatives qu'à ce marché. Elles ne peuvent pas concerner des travaux réalisés à l'intérieur de locaux mis hors d'eau ou hors d'air. Les journées d'intempéries ne sont prises en compte que pour la seule part des personnels dont les tâches programmées ont été impossibles du fait des intempéries.

5 PHASES DES TRAVAUX

« Le phasage détaillé des travaux et l'ordonnancement définis dans le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux du maître d'œuvre (OPC), définis pendant la période de préparation, devront être respectés par tous les lots.

Chaque titulaire de chaque lot devra respecter les phasages de travaux de l'opération et en tenir compte dans l'organisation du chantier.

Les réceptions de la tranche « ferme » et de chaque tranche « optionnelle » éventuellement affermie seront distinctes.

6 EXECUTION DES TRAVAUX

6.1 LIEU D'EXECUTION

Crèche municipale

28 avenue Guiramand

83 000 Toulon

6.2 AUTORISATIONS ET DEMARCHES ADMINISTRATIVES A CHARGE DU TITULAIRE DU MARCHE

- Toutes les démarches préalables et autorisations administratives, relatives aux réseaux et aux Concessionnaires (DICT : dossiers de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux), sont également entièrement à la charge et aux frais du titulaire de chaque lot pour ses propres travaux.

- Des copies des demandes et des autorisations seront fournies au maître d'œuvre, à la maîtrise d'ouvrage et au coordonnateur SPS.

6.3 HORAIRE DE CHANTIER

Les horaires de travail sur le chantier sont les suivants :

Du lundi au vendredi inclus de 7h00 à 19h00 sous réserve de respecter les arrêtés de la mairie et des autorités, ainsi que la réglementation en vigueur : bruit, poussière, autres nuisances, etc.).

Les travaux bruyants et de démolition/déposes sont obligatoirement réalisés dans les créneaux suivants entre 9h00 et 19h00 du lundi au vendredi.

Exceptionnellement, sur demandes d'autorisation du titulaire du lot concerné, des travaux pourront être acceptés par le maître d'ouvrage le samedi sous certaines conditions ou en horaires décalés en

semaine (sous réserve de respect du code du travail, du voisinage et des consignes, de l'obtention des autorisations administratives, de l'avis favorable du chargé de prévention et du coordonnateur SPS, des ressources disponibles de la CNMSS, d'obtention de l'accord de la CNMSS, etc...).

6.4 PLAN D'EXECUTION - NOTES DE CALCUL - ETUDES DE DETAILS

Tous les plans d'exécution et toutes les études d'exécution et de conception des ouvrages sont entièrement à la charge (et sous la responsabilité) du titulaire de chaque lot pour ses travaux et prestations.

Le titulaire de chaque lot a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, sont à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère de complétude et de suffisance de ces documents.

Le titulaire de chaque lot doit transmettre lors de la période de préparation, pour tous les ouvrages de son lot, les notes de calculs détaillés de dimensionnement, les plans d'exécution et de détails, les plans d'atelier et de chantier, les plans de calepinage précis de tous les ouvrages, les fiches techniques détaillées des matériaux et matériels, les procès-verbaux et les avis techniques favorables en cours de validité (produits non traditionnels), les justificatifs des caractéristiques techniques et de la provenance des matériaux, les certificats d'organismes agréés justifiant les caractéristiques techniques, performances et provenance de tous les matériaux et de tous les ouvrages, les nuanciers, les échantillons et tous les documents demandés par le maître d'œuvre, le contrôleur technique et le coordonnateur SPS.

Tous les documents d'exécution établis par le titulaire de chaque lot (à fournir en 3 exemplaires papier et en version informatique) seront soumis :

- ✚ Au visa de la maîtrise d'œuvre qui disposera de 20 jours calendaires au plus tard pour les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles ;
- ✚ À l'avis du contrôleur technique mentionné qui donnera son avis dans un délai de deux semaines. Les avis et les observations du contrôleur technique doivent immédiatement être pris en compte par le titulaire ;
- ✚ À l'avis du coordonnateur SPS dans le cadre de la sécurité et des interventions ultérieures sur les ouvrages (maintenance, entretien).

Le titulaire est tenu d'adresser au coordonnateur SPS une copie des plans d'exécution visés par le maître d'œuvre au fur et à mesure de l'avancement des travaux afin qu'il puisse constituer le dossier d'intervention ultérieur sur les ouvrages (D.I.U.O.) pour le jour de la réception.

Le titulaire de chaque lot doit faire lever par écrit, le cas échéant, sans attendre, directement auprès des entités concernées les avis suspendus et défavorables du contrôleur technique et du coordonnateur SPS, les réserves et les refus du maître d'œuvre. Chaque lot doit effectuer un suivi précis des documents, avis et visas.

Il est spécifié que le visa des documents par le maître d'œuvre laisse à l'entrepreneur la totalité de la responsabilité, pour ce qui est de la conception et de l'exécution des travaux.

Les retards dans la fourniture et l'établissement de ces plans et documents feront l'objet des pénalités prévues dans le présent CCAP.

6.5 Synthèse d'exécution et réalisation des plans de synthèse

Le titulaire du lot n°3 « Electricité, CVC, plomberie » est chargé de réaliser, de diriger et d'animer la synthèse des études d'exécution des lots n°2 « Rénovation multicorps d'état (MCE) » et N°3 « Electricité, CVC, plomberie ».

La synthèse des travaux regroupe les lots n°2 et n°3 (réservations, calepinage, cheminement, ...).

L'objet de la cellule de synthèse est d'alimenter le chantier en plans d'exécution coordonnés entre lots :

- ✚ Dans le respect du projet architectural,
- ✚ Dans le respect de la réglementation, des exigences contractuelles et des contraintes
- ✚ D'exploitation et de maintenance.

La cellule synthèse doit donc assurer la parfaite coordination spatiale des ouvrages, ainsi que la coordination des interfaces non spatiales entre lots.

La détection des conflits doit être faite par la cellule de synthèse sur la base des documents reçus. Le règlement des conflits doit être proposé par la cellule de synthèse. Les arbitrages seront réalisés par le maître d'œuvre (architecte) en concertation avec les titulaires des lots.

Chaque semaine, se tiendra une réunion de synthèse dirigée et animée par le titulaire du lot n°3 « **Electricité/CVC/plomberie** » à laquelle doivent participer les entreprises et le maître d'œuvre.

Les modalités et exigences relatives à la conception et la gestion des plans informatisés de synthèse seront déterminées par le maître d'œuvre (architecte).

Les plans de synthèse finalisés devront être soumis au visa du maître d'œuvre, à l'avis du contrôleur technique et à l'avis du coordonnateur SPS.

6.6 Réunions de chantier et modalités de conduite des travaux

Les réunions de chantier avec le maître d'œuvre sont hebdomadaires. La présence d'un représentant qualifié du titulaire de chaque lot est obligatoire (cadre possédant les compétences et le pouvoir de décision).

La convocation est adressée par le Maître d'œuvre aux entreprises.

Des réunions supplémentaires peuvent être diligentées à la demande du maître d'œuvre en cas de difficultés techniques imprévues.

À l'issue de chaque réunion de chantier, un compte-rendu est établi par le Maître d'œuvre et transmis aux entreprises.

Le titulaire de chaque lot s'engage à assurer la qualité, la conduite et le suivi des travaux pendant toute la durée d'exécution du marché, à garantir le suivi particulier et la maîtrise du chantier.

Le titulaire de chaque lot a en charge la gestion et la coordination tous corps d'états de toutes les entreprises co-traitantes, sous-traitantes, prestataires et autres intervenants de son lot.

Le titulaire de chaque lot doit faciliter les interfaces avec les autres lots et les interventions des autres lots.

6.7 Coordination des travaux, phasage, ordonnancement

Le phasage et l'ordonnancement des travaux et prestations devront être respectés impérativement.

En tout début de période de préparation, le titulaire de chaque lot devra remettre un planning détaillé des tâches (travaux et prestations, en prenant en compte la durée des études et de leur validation, les délais d'approvisionnement, le mode opératoire, les moyens utilisés, les délais de déclaration des sous-traitants éventuels...) de son lot et indiquer la localisation précise des différents travaux et prestations avec les journées, demi-journées et horaires d'intervention.

À partir des plannings détaillés de chaque lot et après concertation avec chaque lot, le maître d'œuvre OPC établira pendant la période de préparation le calendrier prévisionnel d'exécution détaillé des travaux ; Ce calendrier devra être approuvé et signé par le titulaire de chaque lot. Les entreprises devront s'y conformer ; Ce calendrier sera rendu contractuel (pour avis du maître d'œuvre et du bureau des achats) ;

6.8 Contraintes de déroulement des travaux

Les prescriptions et modalités suivantes relatives aux contraintes de déroulement des travaux devront être impérativement respectées :

- ✓ Avant le commencement des travaux, dans chaque zone concernée par les travaux, **un état des lieux contradictoire** sera réalisé par un huissier avec le titulaire de chaque lot, la maîtrise d'œuvre et le représentant de la CNMSS ; Un compte-rendu détaillé sera réalisé avec des photographies par l'huissier.
Le constat d'huissier et les frais en découlant sont à la charge du titulaire du lot n°2 « Rénovation multicorps d'état (MCE) ».
- ✓ Le titulaire de chaque lot doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires permettant la préservation permanente et en toutes circonstances de l'hygiène, de la santé et de la sécurité des personnels des entreprises ;
- ✓ Le titulaire de chaque lot devra respecter les consignes définies par la CNMSS, la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS concernant notamment la gestion des accès, les lieux de stockages et de manutention, les modalités d'intervention, les cheminements à utiliser pour les approvisionnements et les évacuations, etc. ; il ne sera toléré aucune activité en dehors de la zone chantier (stockage même provisoire, chargement/déchargement par exemple, etc ...). Le titulaire de chaque lot devra adapter en conséquence ses approvisionnements (amenée des matériaux au fur-et-à mesure de l'avancement des travaux pour chaque lot) ;
- ✓ Afin de réduire les émissions de poussière, **les bennes à déchets seront bâchées** ;
- ✓ Afin d'éviter la présence de déchets en dehors et dans la zone chantier, les bennes devront comporter un filet ;
- ✓ Le titulaire de chaque lot doit prévoir les moyens d'extinction incendie adaptés aux travaux réalisés et à proximité immédiate de ceux-ci (extincteurs, etc.) ; Chaque lot devra mettre en place, à proximité immédiate dans toutes ses zones de travaux, des **extincteurs adaptés** (capacité d'extinction, nombre, contenance, nature...) ;
- ✓ Chaque soir, en partant, un responsable désigné pour chacun des lots, devra effectuer une **ronde incendie** ;
- ✓ Le titulaire de chaque lot doit en permanence et en toutes circonstances assurer le maintien des places de stationnement handicapées et / ou à mobilité réduite, ne pas perturber la circulation, assurer la sécurité des passants et véhicules sur le parking menant à la crèche (parking dont la CNMSS est propriétaire), maintenir en parfait état les chaussées/voiries/trottoirs/équipements, réseaux, caniveaux, avaloirs, etc.
- ✓ Au fur-et-à-mesure de l'avancement des travaux, les différentes zones de chantier devront être rangées (outils, matériaux...) et nettoyées autant de fois que nécessaire dans la journée. En dehors des heures travaillées, les matériaux, outils et engins devront être rangés et sécurisés (pour la sécurité, la propreté et la bonne tenue du chantier) ;

6.9 Contraintes du site

- **Le titulaire de chaque lot doit respecter les autres contraintes et dispositions décrites dans son cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).**

Chaque entreprise est censée s'être engagée dans son marché en toute connaissance de cause. En particulier, lui sont parfaitement connus le terrain et ses sujétions propres, les modalités d'accès par la voirie, les possibilités et difficultés de circulation et de stationnement, les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public et dans l'enceinte de la construction. Toutes les descriptions d'installations existantes et la réalisation des prestations en découlant demandées dans le présent C.C.T.P. devront être relevées et vérifiées par l'entreprise lors de ses visites sur site et de son étude. Toutes les prestations lui incombent et devront être entièrement intégrés à son offre afin de pouvoir mener à bien chaque installation et chaque ouvrage conformément aux règles de l'art.

L'entreprise ne pourra jamais arguer que des erreurs et/ou omissions puissent la dispenser d'exécuter tous les travaux de sa profession ou fassent l'objet d'une demande de suppléments sur ses prix.

Sans remarques particulières d'impossibilité de réalisation faites par l'entreprise avant la remise des offres, il sera admis que les documents qui lui sont fournis n'appellent pas d'observation de sa part et que toutes prestations et modifications à apporter aux installations sont considérées incluses dans son offre.

6.10 Mesures de sûreté

Le titulaire de chaque lot doit fournir la liste de tous les personnels et les copies des cartes d'identité « recto/verso » de tous les personnels, dans le cadre des demandes d'autorisations d'accès au site.

Le port de la carte BTP par tous les ouvriers est obligatoire pendant le chantier.




Le règlement intérieur de la CNMSS relatif au parking d'accès à la crèche doit être respecté à tout moment.

Les entreprises ont également une obligation de discrétion vis-à-vis des lieux et des documents en leur possession.

La zone délimitant l'emprise du chantier devra être close et indépendante.

6.11 Mise en œuvre de sources de chaleur / permis feu / permis poussière :

L'exécution des travaux nécessitant la mise en œuvre d'une source de chaleur mobile (chalumeau, lampe à souder, découpes, outils utilisant de l'énergie électrique...) devra être précédée de la remise au coordonnateur SPS et au chargé de prévention de la CNMSS d'une fiche journalière (permis feu journalier) indiquant :

-  La nature, le lieu, la date et la durée du travail à effectuer,
-  Les mesures de prévention prises contre les risques d'incendie.
-  Les moyens de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier concerné.

Le titulaire de chaque lot devra remplir journalièrement le permis feu au poste de sécurité de la CNMSS. Ils pourront être soumis dans des cas particuliers à autorisation du Maître d'œuvre.

6.12 Généralités concernant les mesures d'hygiène et de sécurité

Les installations de chantier, adaptées en permanence aux effectifs, devront respecter les dispositions du code du travail et de la réglementation en vigueur. Elles devront être entièrement repliées à la fin des travaux.

Les prescriptions et mesures de sécurité et d'hygiène réglementaires devront être respectées en permanence.

Les prescriptions d'hygiène et de sécurité du coordonnateur SPS et du service de prévention de la CNMSS devront être impérativement respectées.

Les prescriptions du Plan Général de Coordination SPS (PGCSPS) devront être impérativement respectées par le titulaire de chaque lot.

Toutes les entreprises devront effectuer une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS et établir un plan particulier de sécurité et de protection de santé (PPSPS).

Toutes les entreprises devront également effectuer une visite d'inspection préalable avec le service de prévention et signer le plan de prévention du chargé de prévention de CNMSS (notamment pour les risques d'interférences avec les utilisateurs du parking menant à la crèche).

Tous les points relatifs à la sécurité seront vus en avance de phase entre le coordonnateur SPS, le chargé de prévention de la CNMSS, les entreprises, le maître d'œuvre et les utilisateurs, pendant la période de préparation du chantier.

Chaque matin, le chef de chantier de chaque lot préviendra le poste de sécurité de la CNMSS de l'arrivée des ouvriers et le soir en partant, il préviendra le poste de sécurité de leur départ.

Les travaux sur échelles, escabeaux et marchepieds, sont strictement interdits. Des moyens de travaux en hauteur adaptés, réglementaires, normalisés et stabilisés devront être utilisés. La hauteur de certaines interventions et travaux est très importante.

Pour chaque situation, les protections collectives adaptées seront mises en place. Le port des E.P.I. adapté à toute situation est obligatoire (casques, chaussures de sécurité, gants, protections auditives, lunettes, masques anti-poussière, protections respiratoires, etc...).

6.13 Bungalows de chantier, fluides, panneau de chantier, géolocalisation et signalétique

Les prescriptions et modalités relatives aux installations de chantier prévues dans le PGCSPS du coordonnateur SPS et ci-après dans le présent document doivent être respectées.

Il s'agit notamment des points suivants :

L'effectif de pointe du chantier sera de **15 personnes**.

Cet effectif de pointe prévisionnel du chantier sera confirmé par les différents lots en tout début de période de préparation.

Le titulaire du lot n°2 « Rénovation multicorps d'état (MCE) » doit, entre autres, la fourniture, l'amenée, l'installation complète et les raccordements (sur les attentes électricité, AEP, EU du lot n°3) des bungalows de chantier suivants, avec tous les mobiliers et prestations suivants (et le repli en fin de chantier après les travaux) :

1) un bungalow « Vestiaires / douches », dimensionné pour l'effectif de pointe du chantier (à raison de 1,5 m2 de surface utile minimum par personne pour la partie « vestiaires »), destiné aux ouvriers de toutes les entreprises, à minima composé des mobiliers et prestations suivants :

- ✚ De bancs adaptés à l'effectif de pointe du chantier ;
- ✚ D'armoires vestiaires double (propre/salle), fermant par cadenas, pour chacun des Ouvriers, en nombre adapté à l'effectif de pointe du chantier ; (Chaque ouvrier devra Être muni de son propre cadenas) ;
- ✚ De patères en nombre suffisant ;
- ✚ De l'affichage des consignes ;
- ✚ Ces locaux « vestiaires/douche » seront conformes à la réglementation en vigueur (incendie...) et seront éclairés, chauffés, ventilés, munis de prises de courant étanches (pour l'entretien) en nombre suffisant ; La douche sera alimentée en eau chaude et en eau froide (avec réglage de la température). Un lavabo sera également mis en place.

2) un bungalow « Sanitaires / WC », dimensionné pour l'effectif de pointe du chantier, destiné aux ouvriers de toutes les entreprises, composé :

- ✚ De locaux « WC » comprenant des lavabos, des cuvettes de WC et des urinoirs ;
- ✚ Pour chacun des locaux : des patères, des savons, des essuie-mains, les matériels D'hygiène nécessaires ;
- ✚ De l'affichage des consignes ;
- ✚ Ces locaux « Sanitaires WC » seront conformes à la réglementation en vigueur (incendie...) et seront éclairés, chauffés, ventilés, munis de prises de courant étanches (pour l'entretien) en nombre suffisant ; Le lavabo sera alimenté en eau chaude et en eau froide (avec réglage de la température) ;

3) un bungalow « Réfectoire » dimensionné pour l'effectif de pointe du chantier (à raison de 1,5 m2 utile minimum par personne pour le local « réfectoire »), destiné aux ouvriers de toutes les entreprises, afin de pouvoir se restaurer, à minima composé des mobiliers et prestations suivants :

- ✚ De tables à manger et de chaises en nombre adapté à l'effectif de pointe du chantier ;
- ✚ D'un évier ;
- ✚ De prises de courants étanches (en nombre suffisant) pour brancher des appareils d'électro-ménagers ;

- ✚ Du savon, des essuie-mains, des matériels d'hygiène nécessaires ;
- ✚ De l'affichage des consignes ;
- ✚ Ces locaux seront conformes à la réglementation en vigueur (incendie...) et seront éclairés, chauffés, ventilés, munis de prises de courant étanches (pour l'entretien et les appareils électro-ménagers...) en nombre suffisant ; L'évier sera alimenté en eau chaude et en eau froide (avec réglage de la température).

Les bungalows de chantier seront installés à un emplacement validé par le maître d'ouvrage.

Le titulaire du lot n°2 « Rénovation multicorps d'état (MCE) » devra à la fin des travaux enlever toutes ses installations de chantier et remettre en état les lieux.

4) les autres installations de chantier et équipements demandés dans le Plan Général de Coordination SPS (PGCSPS).

5) Panneau de chantier réglementaire visible du domaine public ;

Le panneau de chantier sera réalisé par le **titulaire du lot n°2 « Rénovation multicorps d'état (MCE) »**.

Il sera installé devant l'entrée du parking de la CNMSS (menant à la crèche) et sera visible du domaine public. Il comportera sur sa hauteur autant de lignes nécessaires au recensement de toutes les entreprises de travaux (titulaires de chaque lot, co-traitants de chaque lot, sous-traitants de chaque lot). Le panneau comportera l'inscription du logo et des coordonnées complètes de CNMSS, du contrôleur technique et du coordonnateur SPS. Les coordonnées de chaque intervenant comprennent le logo et l'adresse de l'entreprise concernée, le numéro de téléphone, l'adresse e-mail...

Le panneau de chantier sera parfaitement stabilisé, lesté et contreventé. Ses dimensions approximatives seront de l'ordre de 2 m x 2 m.

Le titulaire du lot n°2 devra assurer pendant toute la durée des travaux le maintien en parfait état du panneau de chantier et le compléter (mises à jour avec les coordonnées des sous-traitants déclarés en cours de chantier). **Le titulaire du lot n°2 « Rénovation multicorps d'état (MCE) »** devra également l'affichage de l'autorisation de travaux, visible depuis le domaine public.

6) Raccordements en fluides

Le titulaire du lot n°3 « Electricité, CVC, plomberie » doit les attentes électricité, AEP et EU au droit des bungalows de chantier (incluant le coffret), les coffrets de chantier, les points d'eau depuis les origines des différentes énergies sur le site (eau potable : adduction à réaliser en amont du compteur d'eau général du site (incluant toutes les démarches et frais auprès du gestionnaire du réseau d'eau potable), électricité courant fort : compteur ENEDIS situé dans la gaine technique extérieure au droit de l'accès à la cuisine (incluant toutes les démarches et frais auprès de l'opérateur ENEDIS et du fournisseur d'énergie), évacuation des eaux usées : raccordements à réaliser depuis les réseaux enterrés existants du site et/ou prévoir un raccordement autonome (avec vidange autant de fois que nécessaire). Les raccordements en fluides devront être visualisés lors de la visite des lieux avant la remise des offres.

Le titulaire du lot n°3 « Electricité, CVC, plomberie » doit faire effectuer à ses frais la vérification des installations électriques de chantier par un bureau de contrôle technique agréé.

Des compteurs d'électricité et d'eau seront installés par le **titulaire du lot n°3 « Electricité, CVC, plomberie »** suivant les recommandations ou directives des fournisseurs. Quel que soit la solution retenue, les consommations (électricité, eau potable) seront facturées aux titulaires des 3 lots à travers le compte prorata dont la gestion est réalisée par le titulaire du lot n°2.

8) Installations électriques de chantier

Le titulaire du lot n°3 « Electricité, CVC, plomberie » doit l'installation de coffrets électriques de chantier (pour l'usage de tous les lots), en pied de chaque façade, en toiture terrasse, à l'intérieur du bâtiment (suivant les directives du CSPS). De plus le titulaire du lot n°3 devra l'éclairage de chantier en périphérie du bâtiment, dans le bâtiment (incluant le vide sanitaire), en toiture terrasse.

9) Points d'eau

Le titulaire du lot n°3 « Electricité, CVC, plomberie » doit l'amenée de 3 points d'eau au droit des façades Nord et Sud (et vannes de verrouillage non accessible au public et aux personnes étrangères au chantier) ;

10) Fléchage et géolocalisation du chantier, signalétique intérieure au chantier

Le titulaire du lot n°2 « Rénovation multicorps d'état (MCE) » doit effectuer le fléchage et la géolocalisation du chantier.

6.14 Moyens de manutention, d'accès, de levage, d'échafaudages et de plateformes de travail pour chaque lot

Les prescriptions du Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS), relatives aux moyens de manutention, d'accès, de levage, d'échafaudages et de travail, devront être respectées par le titulaire de chaque lot.

6.15 Gestion des approvisionnements et des évacuations, opérations de chargement et déchargement, sécurité routière, homme trafic

Le titulaire du lot n°2 « Rénovation multicorps d'état (MCE) » devra établir et afficher sur le chantier un plan de circulation des matériaux, camions et engins.

Ce plan sera établi en coordination avec la Maîtrise d'Œuvre, les titulaires des différents lots, le coordonnateur SPS, le conducteur d'opération maîtrise d'ouvrage et le chargé de prévention de la CNMSS.

Chaque titulaire de son lot sera responsable de la circulation des véhicules de ses personnels, de livraison.

Tout manquement constaté par la CNMSS (non-respect du règlement intérieur, incidents avec des utilisateurs, etc ...) Entraînera une interdiction d'accès aux parkings.

6.16 Isolement de l'emprise du chantier par des clôtures de chantier

A charge du titulaire du lot n°2 « Rénovation multicorps d'état (MCE) », l'emprise du chantier devra être isolée par des clôtures de chantier, rendant impossible l'accès aux personnes étrangères au chantier (zones de chantiers closes et indépendantes).

Les balisages et la signalétique seront adaptés et réalisés conformément à la réglementation, aux prescriptions du coordonnateur SPS, du chargé de prévention de la CNMSS et du maître d'œuvre.

Des clôtures et balisages empêcheront et interdiront l'accès du chantier au public (avec signalétique et balisage réglementaires : panneau « chantier interdit au public », « port des EPI obligatoires », autres affichages réglementaires avec pictogrammes, adaptation de la signalétique d'évacuation, des cheminements...).

6.17 Implantation des ouvrages

Le titulaire de chaque lot est responsable de l'implantation de ses ouvrages.

6.18 Nettoyages et protections des ouvrages

Les prescriptions de nettoyages et de protections des ouvrages mentionnées ci-après devront être impérativement respectées par le titulaire de chaque lot.

Protection des existants à la charge du titulaire de chaque lot

Protection des ouvrages existants

- ✚ Avant le commencement des travaux, le titulaire de chaque lot devra informer le maître d'œuvre et les utilisateurs, des éventuelles dégradations constatées des ouvrages et locaux existants ;
- ✚ Lors de toute exécution de travaux, le titulaire de chaque lot devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles, pour assurer dans tous les cas, la conservation sans dommage, des ouvrages existants contigus et/ou situés à proximité ;
- ✚ Chaque lot lors de ses interventions devra protéger les vitres des menuiseries, les brise soleil coulissants motorisés, les lames des volets roulants ;

Mesures de conservation des existants et des abords

- ✚ Le titulaire de chaque lot est responsable du maintien en bon état des installations existantes et ce pendant toute la durée des travaux ;
- ✚ Les protections à mettre en place seront fonction de l'état de conservation des existants. Ils pourront être par exemple des écrans physiques (contreplaqués, polystyrène, caoutchouc...), des platelages, des ouvrages permettant la répartition des charges, des écrans anti-poussières, des recouvrements par films plastiques double ensachage, des sas étanches, etc... ;
- ✚ Toutes ces protections devront être maintenues pendant toute la durée des travaux ;
- ✚ La liste des protections citées ci-dessus n'est pas exhaustive ;
- ✚ Les abords des bâtiments devront être sauvegardés en leur état ;
- ✚ Ces protections seront aux frais du titulaire de chaque lot ;
- ✚ Un état des lieux contradictoire (des ouvrages existants et des espaces extérieurs), entre le titulaire de chaque lot et le maître d'œuvre, sera établi avant le début du chantier ;
- ✚ Des états des lieux contradictoires, entre le titulaire de chaque lot et le maître d'œuvre, seront établis, avant le début de chaque intervention, dans les différentes zones de travaux du bâtiment
- ✚ A la fin du chantier et à la fin de chaque phase, le titulaire de chaque lot effectuera à sa charge tous les travaux nécessaires à la remise en état des lieux ;

Prescriptions générales de nettoyage

- ✚ Les déchets devront être évacués hors du chantier au fur et à mesure des travaux ;
- ✚ En fin de travaux, le titulaire de chaque lot devra enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les lieux concernés par les travaux, de même que ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements, l'enlèvement des gravois ;
- ✚ Les abords seront nettoyés ;
- ✚ Les ouvrages existants conservés, non concernés par les travaux, devront être restitués dans le même état, que lors de leur mise à disposition au titulaire de chaque lot, en début des travaux.

Premier nettoyage complet, en fin de chantier, avant les OPR

A charge **du titulaire du lot n°2**, en fin de chantier (avant les opérations préalables à la réception), le titulaire de chaque lot doit réaliser, un premier nettoyage de l'ensemble des locaux et espaces extérieurs concernés par les travaux ainsi que des locaux utilisés pour le passage des ouvriers (nettoyage approfondie).

Deuxième nettoyage complet, lors de la livraison

A charge du titulaire du lot n°2, en fin de chantier (avant les opérations préalables à la réception), le titulaire de chaque lot doit réaliser, un deuxième nettoyage (exigence pour locaux petite enfance) de l'ensemble des locaux et espaces extérieurs concernés par les travaux, ainsi que des locaux utilisés pour le passage des ouvriers (nettoyage approfondie).

6.19 Emballages et palettes

Tous les emballages, palettes, récipients, etc. ayant servi à l'approvisionnement des matériaux pour le chantier, seront enlevés au fur et à mesure de l'avancement des travaux par les entreprises concernées.

Le non-respect de cette clause imposera au maître d'œuvre de faire procéder à l'enlèvement des éléments non nécessaires sur le chantier.

Cette disposition a pour but d'éviter un encombrement excessif de la zone de stockage et de maintenir les abords du chantier en parfait état de propreté.

Les frais d'enlèvement seront alors supportés par la ou les entreprises défailtantes concernées, et si l'appartenance de ces palettes et emballages ne peuvent être identifiée, l'enlèvement se fera au titre du compte prorata.

7 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Gestion, tri sélectif, stockage, transport, évacuation dans des décharges autorisées et traitements des déchets :

La gestion, le tri sélectif, le stockage le transport et l'évacuation des déchets et gravois de chantier, ainsi que leurs traitements vers des centres agréés devront être réalisés conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire du lot n°2 « Rénovation multicorps d'état (MCE) » aura à sa charge cette tâche pour les lots n°2 et n°3.

Le titulaire du lot n°1 « Désamiantage » aura à sa charge cette tâche pour ses propres déchets.

La localisation précise des bennes de déchets (à vider et évacuer régulièrement) est définie sur le plan d'installation de chantier (PIC) joint au DCE. Leurs emplacements devront être confirmés sur le plan d'installation de chantier (PIC) au démarrage de la période de préparation.

Les déchets seront évacués hors du site régulièrement (vidage des bennes autant que nécessaire).

Tous les bordereaux de suivi des déchets, tous les bordereaux d'acceptation préalable et d'acceptation définitive, seront fournis au maître d'œuvre, au coordonnateur SPS et au chargé de prévention de la CNMSS.

8 Compte-prorata

Le compte prorata est tenu par le titulaire du lot n°2 intitulé « Rénovation multicorps d'état (MCE) » qui peut demander des avances aux autres entrepreneurs.

Il effectue tous les mois au fur-et-à mesure de l'avancement des travaux, des réunions «Compte prorata», avec tous les autres lots.

Il effectue au fur-et-mesure, tous les mois, les facturations des dépenses au compte prorata à chaque titulaire de chaque lot.

Il effectue également en fin de chantier la répartition des dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque titulaire de chaque lot (proportionnellement aux montants des décomptes finaux de leur marché).

A la réception finale, l'entrepreneur **titulaire du lot 2 intitulé « Rénovation multicorps d'état (MCE) »** adresse à chaque entreprise une récapitulation générale des dépenses, ainsi que des acomptes mensuels déjà versés par elle.

La gestion des dépenses communes de chantier (Application des dispositions de l'Annexe A de la norme NF P 03.001 - décembre 2000) sera établie sur un compte prorata établi entre toutes les entreprises, qui devra inclure entre autres :

- ✚ Les dépenses d'équipement ;
- ✚ Les dépenses de fonctionnement :
 - ✓ Les dépenses de consommations en fluides,
 - ✓ Les dépenses d'exploitation,
 - ✓ Les prestations diverses.

Cette gestion sera effectuée par le **lot n°2 intitulés « Rénovation multicorps d'état (MCE) »**.

A la fin des travaux, chaque lot devra recevoir le quitus de règlement des frais de compte prorata.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur, dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Le maître d'ouvrage n'intervient pas dans la gestion du compte prorata.

9 ESSAIS ET CONTROLES ET VERIFICATION A DEMANDER

Le titulaire de chaque lot doit réaliser les autocontrôles de ses ouvrages, l'ensemble des essais et contrôles définis dans les DTU, les normes et références réglementaires relatives aux matériaux et ouvrages réalisés, ainsi que les essais et contrôles définis dans le C.C.T.P.

Les caractéristiques des matériaux et équipements, provenance des matériaux et produits : selon le CCTP et la réglementation en vigueur.

Les essais et contrôles sont soumis aux dispositions des articles 24 et 38 du C.C.A.G/Travaux.

Ces essais sont compris dans le délai d'exécution des travaux.

10 RECEPTION DES TRAVAUX

La réception des ouvrages s'opère conformément à l'article 41 du CCAG/Travaux.

La réception partielle est autorisée conformément à l'article 42 du CCAG/Travaux.

11 PROCEDURE EN CAS DE TRAVAUX MODIFICATIFS EVENTUELS

La nature et le montant des travaux modificatifs éventuels devront obligatoirement avoir été, au préalable, validés par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).

La procédure suivante doit être impérativement respectée pour toute prestation modificative :

- 1) Le maître d'œuvre transmet au titulaire du marché, une Fiche de Travaux Modificatifs "FTM", exprimant la nature et le besoin des travaux modificatifs éventuels ;
- 2) A partir de cette FTM, le titulaire du marché établit et transmet son devis descriptif détaillé (en précisant toutes les unités, toutes les quantités et tous les prix unitaires H.T. des ouvrages) au maître d'œuvre, dans les 7 jours calendaires suivant la réception de la FTM ;
- 3) Après analyse et vérification du devis, le maître d'œuvre transmet le devis au maître d'ouvrage (accompagné de sa FTM) pour avis de celui-ci ou renvoie le devis au titulaire du marché pour modifications et/ou adaptations ;

4) Le devis et sa FTM partent dans le circuit de validation du maître d'ouvrage. A l'issue, le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) valide ou refuse le devis et sa FTM ;

5) Dans le cas où le RPA valide les travaux modificatifs, le maître d'œuvre établit un ordre de service de commande des travaux modificatifs au titulaire du marché.

Nota : Aucun travaux modificatif ne sera rémunéré sans validation préalable du représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) et sans ordre de service de commande des travaux du maître d'œuvre. Les travaux modificatifs font l'objet d'un avenant afin de permettre leur régularisation financière.

12 DECLARATION DU SOUS TRAITANT

La déclaration du sous-traitant est effectuée à l'aide du formulaire DC4 « déclaration du sous-traitant », dûment renseigné et signé et adressé au maître d'œuvre selon les conditions décrites aux articles suivants :

- Article R 2193-1 déclaration au moment de l'offre
- Article R 2193-3 et R 2193-4 après la notification du marché

13 DOCUMENTS REMETTRE

En application du présent C.C.A.P., les documents suivants sont à fournir par le titulaire de chaque lot :

Pendant la période de préparation (en 4 exemplaires papier et en version informatique) :

- ✚ Les photocopies des contrats d'assurance,
- ✚ La liste des personnels, accompagnée des photocopies de leur carte d'identité, les fiches individuelles de contrôle élémentaire pour chaque personnel (demande obligatoire d'accès), la photocopie des cartes grises des véhicules, la photocopie des assurances des véhicules,
- ✚ Les autres documents nécessaires à l'accès à la CNMSS,
- ✚ La décomposition détaillée du prix global et forfaitaire (devis descriptif estimatif détaillé),
- ✚ Le calendrier d'exécution détaillé des tâches,
- ✚ Les plans d'organisation, d'hygiène et de sécurité, les plans qualité,
- ✚ Les notes de calculs de dimensionnement et de stabilité et les plans d'ingénierie et méthodes relatifs aux moyens de manutention de levage, d'accès, d'échafaudages, installations de chantier, etc. ;
- ✚ Le plan des installations de chantier,
- ✚ Les plans d'exécution et de détails de tous les ouvrages,
- ✚ Les notes de calculs et de dimensionnement de tous les équipements et de tous les ouvrages,
- ✚ Les documentations techniques de tous les matériels et de tous les matériaux,
- ✚ Les échantillons et les procès-verbaux de tous les matériels et de tous les matériaux,
- ✚ Les avis techniques sur les matériaux et les procédés non traditionnels,
- ✚ Les plans d'atelier de chantier et de fabrication,
- ✚ Les dossiers de demande de déclaration des sous-traitants,
- ✚ Tous les documents demandés dans les pièces administratives,
- ✚ Tous les documents demandés par le maître d'œuvre, le coordonnateur SPS, le contrôleur technique,
- ✚ Tous les documents demandés dans le C.C.T.P. et le C.C.A.P.

Avant l'exécution des travaux (en 4 exemplaires papier et en version informatique) :

- ✚ Les mises à jour, toutes les semaines et autant de fois que nécessaire, du planning prévisionnel détaillé des tâches,
- ✚ Tous les documents nécessaires au bon déroulement des travaux,
- ✚ Les dossiers de demande de déclaration des sous-traitants,
- ✚ Tous les documents demandés dans les pièces administratives,
- ✚ Tous les documents demandés par le maître d'œuvre, le coordonnateur SPS, le contrôleur technique,
- ✚ Tous les documents demandés dans le C.C.T.P. et le C.C.A.P.

Après achèvement des travaux (en 3 exemplaires papier et en version informatique) :

- ✚ Les dossiers des ouvrages exécutés,
- ✚ Les plans des ouvrages exécutés,
- ✚ Les notices techniques de tous les matériels et matériaux, les procès-verbaux, les notes de calculs,
- ✚ Les tableaux indiquant les fréquences de nettoyage, d'entretien, de vérification réglementaire et de maintenance de tous les ouvrages,
- ✚ Les recommandations d'entretien et de nettoyage des ouvrages,
- ✚ Tous les documents demandés dans le C.C.T.P. et le C.C.A.P.,
- ✚ Tous les documents demandés par le maître d'œuvre, le coordonnateur SPS, le contrôleur technique et tous les documents demandés avant les travaux.

Et plus généralement, tous les documents réglementaires devront être fournis.

Les plans seront fournis sur support informatique au format DWG (compatible avec la version Autocad de 2022).

14 GARANTIES

Le délai de garantie des ouvrages court à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

La garantie de parfait achèvement engage le titulaire, pendant un an, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

Les prestations du présent marché doivent être couvrir par la garantie de bon fonctionnement conformément à l'article 1792-3 du code civil.

Les prestations du présent marché doivent être couvertes pour une responsabilité décennale.

15 CLAUSE SOCIALE D'INSERTION OBLIGATOIRE

En application des dispositions de l'article 2112-2 du Code de la Commande Publique, l'exécution du marché comporte une clause sociale d'insertion obligatoire.

La Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale (CNMSS) dans un souci de promotion de l'emploi et de

lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article 2112-2 du Code de la Commande Publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause sociale d'insertion obligatoire.

Cette clause est applicable aux lots identifiés ci-dessous :

LOT N°	LIBELLE DU LOT	NOMBRE D'HEURES D'INSERTION A REALISER
01	Rénovation multicorps d'Etat (MCE)	200 Heures
02	Electricité, CVC, Plomberie	80 Heures

Chaque entreprise qui se verra attribuer un de ces lots, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

15.1 Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale

Par dérogation à l'article 20 du CCAG Travaux, les publics éligibles sont :

- ✚ Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois consécutifs d'inscription à Pole Emploi et moins de 910 heures d'activité sur les 12 derniers mois),
- ✚ Les allocataires des minima sociaux tels que RSA, ASS, AI, AAH (en recherche d'emploi),
- ✚ Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- ✚ Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- ✚ En outre, le facilitateur mentionné à l'article 1.4.3, peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi.

15.2 Les modalités de mise en œuvre

Trois solutions sont proposées aux entreprises attributaires :

- ✚ La mise à disposition de salariés,
- ✚ L'embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI) ou en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire du marché,
- ✚ Le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'Insertion (EI) ou une Entreprise Adaptée (EA).

Dans le cas de la mise à disposition, l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- ✚ D'une Association Intermédiaire (AI),
- ✚ D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ou d'une entreprise de travail temporaire (dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du code du travail),
- ✚ D'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ).

15.3 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales d'insertion

Afin de faciliter et suivre la mise en œuvre des clauses d'insertion, a été mis en place un dispositif d'accompagnement qui doit être sollicité en prenant l'attache de la facilitatrice :

Madame MASSE Isabelle
MAISON DE L'EMPLOI TPM
« La Bastide Verte » Bt B – 1041 Av. de Draguignan – 83 130 LA GARDE
04.94.36.37.50 – 06.03.38.23.37
i.masse@mde-tpm.fr ou mde-tpm@orange.fr

15.4 Les modalités de contrôle

Il sera procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire fournit à échéance mensuelle à la Facilitatrice tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

Si l'entreprise passe par une structure qui fait de la mise à disposition ou de la sous-traitance, les éléments justificatifs seront apportés par ladite structure qui transmet au facilitateur les relevés des heures réalisées.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut décider à tout moment de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec la ou les entreprises attributaires.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 15 du CCAP (Pénalités pour manquement des clauses sociales).

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier, courriel) le facilitateur mentionné à l'article 13.3 du CCAP.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, ou à l'engagement d'un plan de sauvegarde de l'emploi ou d'une procédure de licenciement pour motif économique, ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur annule la clause sociale d'insertion. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à la Direccte ou au juge.

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des prestations, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

15.5 La globalisation des heures

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le maître d'ouvrage accepte que celui-ci globalise ses engagements d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi. La globalisation sera possible pour des marchés suivis par le facilitateur mentionné à l'article 13.3 qui en assure la validité et le contrôle d'exécution.

16 PENALITE

Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux et par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG/Travaux, il sera appliqué une pénalité journalière de retard au 1/1000.

Pénalités pour retard ou absence aux réunions de chantier

Absence aux réunions de chantier, réunions d'étude et de coordination

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

Les réunions de chantier se dérouleront sur le site du chantier.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG/Travaux, ces pénalités forfaitaires sont fixées à deux cents euros (200 €) par absence (partielle ou totale à une réunion). Ces pénalités pourront être appliquées par le maître d'œuvre sur simple constatation. Un ordre de service sera établi par le maître d'œuvre.

Pénalités pour retard dans la remise des documents suivants

Pénalités pour retard et/ou incomplétude dans la remise des documents à fournir pendant la période de préparation et/ou avant l'exécution des travaux et/ou pendant l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG Travaux en cas de retard dans la remise des documents à fournir et/ou d'incomplétude des documents fournis, une pénalité journalière hors taxes sera opérée sur les sommes dues au titulaire.

Le montant de cette pénalité journalière hors taxes est fixé à cinquante euros (50 €) par document. Ces pénalités pourront être appliquées par le maître d'œuvre sur simple constatation. Un ordre de service sera établi par le maître d'œuvre.

Pénalités pour retard dans la remise des dossiers des ouvrages exécutés et retenue en cas de non-fourniture des documents

Par ailleurs, en cas de non fourniture des dossiers des ouvrages exécutés par le titulaire, une retenue hors taxes sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG/Travaux sur les sommes dues au titulaire. Le montant de cette retenue hors taxes est fixé à deux milles euros (2 000 €) pour le lot n°1 et sept milles euros (7 000 €) pour les lots n°2 et n°3.

Pénalités pour manquement aux règles de sécurité et d'hygiène

Pénalités pour manquements aux règles d'hygiène et de sécurité

Par dérogation à l'article 19.2.5 du C.C.A.G/travaux, en cas de manquement aux règles d'hygiène et de sécurité, une pénalité forfaitaire hors taxes sera opérée sur les sommes dues au titulaire du lot concerné pour chaque constat de non-respect des règles d'hygiène et de sécurité.

Le montant de cette pénalité forfaitaire est fixé à deux cent euros (200 €) pour chaque manquement. En cas de récidive(s), une pénalité forfaitaire de quatre cents euros (400 €) sera appliquée pour chacune d'entre-elles. Ces pénalités pourront être appliquées par le maître d'œuvre sur simple constatation. Un ordre de service sera établi par le maître d'œuvre.

Pénalités pour manquement aux règles de nettoyage

Pénalités pour manquement aux règles de Nettoyage du chantier

Par dérogation à l'article 19.2.5 du C.C.A.G/travaux, en cas de manquement aux règles de nettoyage, une pénalité forfaitaire hors taxes sera opérée sur les sommes dues au titulaire du lot concerné pour chaque constat de non nettoyage.

Le montant de cette pénalité forfaitaire est fixé à cent euros (100 €) pour chaque manquement. En cas de récidive(s), une pénalité forfaitaire de deux cents euros (200 €) sera appliquée pour chacune d'entre-elles. Ces pénalités pourront être appliquées par le maître d'œuvre sur simple constatation. Un ordre de service sera établi par le maître d'œuvre.

Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion -

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, celui-ci subira une pénalité égale à 60 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

17 ASPECT FINANCIER DU MARCHÉ

17.1 FORME DES PRIX

Les travaux sont réglés à prix global et forfaitaire tel qu'indiqué à l'acte d'engagement.

Les prix sont révisables

Les prix sont établis en euro.

17.2 CONTENU DES PRIX

🚧 Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis :

- ❖ En tenant compte des sujétions relatives aux prescriptions du plan général de coordination du coordonnateur SPS (PGCSPS) ;
- ❖ En tenant compte des frais des comptes prorata ;
- ❖ En tenant compte des contraintes particulières d'exécution et des diverses prescriptions fixées dans le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et leurs annexes ;
- ❖ En tenant compte de la nature des terrains et des sols et de la présence d'eau dans ceux-ci ;
- ❖ En tenant compte des difficultés d'accès et de la configuration des lieux, des caractéristiques des bâtiments et ouvrages existants, ainsi que de la limitation des charges d'exploitation des sols, des toitures terrasses et ouvrages existants ;
- ❖ En tenant compte des dépenses liées aux diverses démarches administratives à effectuer compte tenu de la nature des travaux et prestations ;
- ❖ En tenant compte des frais d'urbanisme, d'occupation du domaine public et de la voirie, d'occupation du domaine privé pour les installations de chantier et autres et des permissions de voiries nécessitées par les travaux et des Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) ;
- ❖ En tenant compte de la continuité de service du parking de la CNMSS ;

- ❖ En tenant compte des interruptions du chantier pour prise en compte des spécificités de fonctionnement de la CNMSS ;
- ❖ En tenant compte des prescriptions édictées par le contrôleur technique, par le coordonnateur SPS, par le chargé de prévention de la CNMSS et par le coordonnateur OPC,
- ❖ En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la gestion, le tri, le transport et l'évacuation, le stockage et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur,
- ❖ En tenant compte des dépenses liées :
 - Aux diverses démarches à effectuer compte tenu de la nature des travaux de chaque lot ;
 - Aux coûts liés au stockage et à l'approvisionnement des matériaux et matériels durant la période préparation ;
 - Aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférences entre les travaux, objet de chacun des lots.
 - Aux mesures d'hygiène,
 - Aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à la fin du délai de garantie parfait achèvement ;
 - Aux mesures de sûreté à prendre en compte (le titulaire de chaque lot doit fournir la liste de tous les personnels et les photocopies des cartes d'identité recto/verso, le port du badge par tous les ouvriers est obligatoire), notamment la sécurisation des moyens d'accès et du chantier pendant toute la durée des travaux, la préservation de la sûreté du site et des bâtiments pendant les travaux, le respect du règlement intérieur, etc.
 - Aux matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux
- ❖ En tenant compte des intempéries,
- ❖ En tenant compte des frais de nettoyage de son chantier qui doit rester propre et libre pendant et en fin d'exécution de ses travaux
- ❖ En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots et travaux tous corps d'états. » ;
- ❖ En tenant compte pour **lot n°1 « Désamiantage »** des frais liés à ses installations de chantier spécifiques aux travaux de désamiantage et à la gestion de ses déchets.
- ❖ En tenant compte pour les lots 2 et 3 des frais liés aux réservations : celle supérieures ou égales à 160 mm de diamètre sont à la charge du lot 2 « Rénovation multicorps d'état (MCE) », les réservations inférieures à 160 mm de diamètre sont à la charge de chaque lot.
- ❖ Interruptions du chantier : Il sera pris en compte dans le délai contractuel d'exécution et dans le contenu des prix, pour chaque lot, deux (2) demi-journées d'interruptions de chantier, pour prise en compte des spécificités de fonctionnement de la CNMSS (interruption sur décision de la CNMSS). Les interruptions seront notifiées au titulaire du lot concerné par ordre de service du maître d'œuvre pour une parfaite traçabilité.

17.3 MODALITES DE REVISION, CHOIX DES INDEX DE REFERENCE

LOT N°	INTITULE DU LOT	INDEX BT	IDENTIFIANT INSEE
1	Désamiantage	BT50 : Rénovation Entretien tous corps d'état	001710982
2	Rénovation multicorps D'état (MCE)	BT50 : Rénovation Entretien tous corps d'état	001710982
3	Electricité, CVC, Plomberie	BT41 : Ventilation et Conditionnement d'air	001710974

Les prix des travaux sont révisés mensuellement, sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

$$P = P_0 (0,150 + 0,850 I / I_0)$$

Dans laquelle :

P = prix révisé du marché

P₀ = prix initial du marché

I = dernier indice mensuel définitif connu au mois d'exécution des travaux

I₀ = indice du mois de fixation du prix dans l'offre

- L'indice BT utilisé pour le lot 1 et 2 est : BT50 : Rénovation Entretien tous corps d'état - Base 2010 Identifiant 001710982
- L'indice BT utilisé pour le lot 3 est : BT41 : Ventilation et Conditionnement d'air - Base 2010 Identifiant 001710974

Le coefficient de révision sera arrondi au millième supérieur.

Lorsqu'une série est arrêtée, la série équivalente utilisée pour le calcul de la variation des prix est celle proposée par l'INSEE en remplacement de la série arrêtée avec application d'un coefficient de raccordement s'il y a lieu.

L'application de la variation des prix est à la charge du titulaire, qui doit y procéder conformément aux stipulations du marché lors de l'établissement de la facturation. En cas d'inexactitude de celle-ci, la facture est rejetée au motif de révision des prix non conforme aux clauses du marché

Conformément à l'article 12.1.7 du CCAG/Travaux, le titulaire joint au projet de décompte mensuel le calcul de la révision des prix.

17.4 TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) applicable est celui en vigueur, conformément à la réglementation lors du fait générateur.

18 MODALITES FINANCIERES

18.1 FACTURATION

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production de la facture laquelle n'est pas réclamée au titulaire.

La facture comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- ✚ Dates, références (numéro et désignation) du présent marché,
- ✚ Numéro d'engagement juridique (EJ) du marché,
- ✚ Le code service numéro 77
- ✚ La désignation de la prestation exécutée ainsi que la période concernée, sous peine de rejet.

La facture est établie en un exemplaire daté, faisant référence au présent marché et adressée à la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale.

Chaque commande est facturée globalement, ce qui exclut les facturations partielles.

Les factures sont transmises uniquement par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro au MOE.

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Siret CNMSS : 180 090 045 00014 – code service N° 77

19 DELAIS DE PAIEMENTS

19.1 PAIEMENT AU SOUS-TRAITANT

La déclaration du sous-traitant est effectuée à l'aide du formulaire DC 4 « déclaration du sous-traitant », dûment renseigné et signé et adressé au maître d'œuvre :

- Soit lors la conclusion du marché,
- Soit avant l'intervention des sous-traitants sur le chantier.

Les entreprises sous-traitantes sont soumises aux mêmes contraintes que celle imposées à l'entreprise titulaire.

La déclaration de sous-traitance (DC4) précise tous les éléments de l'article R 2193-1 à 4 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, et pris en application de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, et indique notamment ce qui doit être réglé respectivement aux sous-traitants éventuels.

19.2 AVANCE OPTION B de l'article 10.1 du CCAG/TRAVAUX

L'avance est due dans les conditions fixées à l'article R 2191-3 du décret 2018-1075 paru au décret JORF du 03/12/2018.

Sauf renonciation du titulaire exprimée dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000.00 HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieux à paiement direct.

Selon l'article R 2191-7 du décret 2018-1075 paru au décret JORF du 03/12/2018, et conformément au CCAG/TRAVAUX arrêté du 30 mars 2021 (JO du 1er avril 2021) option B. Le montant de l'avance sera égal à 20%.

Selon l'article R 2191-11 et R 2191-12 du décret 2018-1075 paru au décret JORF du 03/12/2018, le remboursement de l'avance s'effectue, dans la mesure du possible, par précompte unique.

Dans le cas où le titulaire a perçu une avance, le remboursement de cette dernière s'effectue, dans la mesure du possible, par précompte unique sur les sommes dues au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées par lui atteint ou dépasse 65 % du montant total du marché, toutes taxes comprises. Dans l'éventualité où la somme précomptée ne permet pas de récupérer le montant total de l'avance, le montant restant dû est prélevé sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire, atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées.

Aucune variation de prix ne sera appliquée au montant de l'avance.

19.3 CESSION – NANTISSEMENT

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité dématérialisé nécessaire à la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance est délivré, sur demande écrite du titulaire, par la personne publique.

Sont désignés :

Comme personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R 2191-60 relatif aux marchés publics : le Directeur de la CNMSS

Comme comptable assignataire des paiements : l'Agent comptable de la CNMSS – 247, avenue Jacques Cartier 83090 Toulon cedex 9.

19.4 APPROVISIONNEMENTS

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG Travaux, il n'est pas prévu de versement d'acompte sur les approvisionnements

19.5 ACOMPTES MENSUELS

Conformément à l'article 12.2 du CCAG/Travaux

19.6 PAIEMENT FINAL

Par dérogation à l'article 12.4 du CCGA/Travaux il ne sera pas établi de décompte final.
Il sera établi une situation finale.

19.7 RETENUE DE GARANTIE

La retenue de garantie ne s'applique que sur les lots 2 et 3.

Une retenue de garantie de 5% est prélevée sur chacun des versements autres que l'avance.

Elle peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire dans les conditions fixées aux articles R2191-36 du code de la commande publique.

Pour tout avenant, la retenue de garantie est prélevée dans les mêmes conditions conformément à l'article R2191-38 du code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la garantie est fournie par le mandataire pour les groupements solidaires. Pour un groupement conjoint chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées conformément à l'article R2191-39 du code de la commande publique.

20 ASSURANCE, DIFFERENDS ET LITIGES

20.1 ASSURANCE

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les risques dont il peut être tenu pour responsable du fait de son activité.

L'entrepreneur doit justifier :

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- D'une assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes et garanties énumérés pour le titre 1 de la loi 78-12 du 4 janvier 1978 et par les articles 1792, 1792.1 à 1792.6 et 2270 du code civil.

Garantie décennale (10 ans) obligatoire pour les produits d'étanchéité et les ouvrages concernant le clos et le couvert.

Ces dispositions s'appliquent également aux sous-traitants éventuels.

20.2 RESILIATION DU MARCHE

En cas de non-exécution satisfaisante des ouvrages réalisés, constatée à deux reprises différentes et notifiées au titulaire par lettre recommandée, le marché peut être résilié sans préavis de la CNMSS et sans aucune indemnité, seuls seront facturés les travaux réalisés et conformes au CCTP.

Il sera fait application des articles 49 à 52 du C.C.A.G./Travaux.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas de désaccord, les contestations doivent faire l'objet d'un mémoire en réclamation rédigé par le titulaire dans les conditions et délais définis à l'article 55 du CCAG/travaux.

En cas d'échec de la procédure amiable, une procédure contentieuse emportera saisine du tribunal administratif de Toulon selon les lois et les règlements en vigueur en France. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télé-recours » accessible par le site internet www.telerecours.fr

21 DONNEES A CARACTERE PERSONNEL « COLLECTEES » PAR LE PRESTATAIRE EN QUALITE DE RESPONSABLE DE TRAITEMENT.

Conformément à l'article 5 du CCAG/TRAVAUX, le Prestataire est amené dans le cadre de l'exécution du Contrat à traiter des données à caractère personnel relatives aux agents de la personne publique, notamment les informations concernant l'identité des interlocuteurs désignés pour l'exécution du contrat.

Dans ce cadre, les parties s'engagent à respecter les dispositions du règlement Européen n° 2016/679 dit règlement général sur la protection des données, ainsi que celles de la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Plus précisément, en sa qualité de responsable de traitement de ces données à caractère personnel, le prestataire s'engage à ne traiter ces données à caractère personnel que dans la mesure où cela est strictement nécessaire à la réalisation des prestations décrites au contrat. En outre, le prestataire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et d'organisation appropriées pour assurer la protection des données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés ainsi que contre toute autre forme de traitement illicite.

22 AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Pour assurer au mieux ce suivi de ses obligations, issues des articles L.8222-1 et suivants et D.8222-5 et D.8254-2 du Code du travail, la CNMSS a choisi de confier à la plateforme Hiveo cette collecte et vérification documentaire. Le coût de cette solution, entièrement pris en charge par la CNMSS, est donc gratuit pour vous.

A l'issue de la notification vous recevrez un email d'invitation de la part de Hiveo pour créer votre compte et y déposer vos documents.

23 DEROGATION AU CCAG/TRAVAUX

Les paragraphes du présent CCAP dérogent aux articles du CCAG/travaux dans les conditions définies ci-dessous :

Paragraphes du CCAP	Articles du CCAG/travaux
16 – Pénalités retard imputable au titulaire 1/1 000	19.2.3 Pénalité retard imputable au titulaire 1/3 000
16 - Pénalité pour retard ou absence réunion de chantier	19.2 Le montant la pénalité
16 - Pénalité pour remise de documents	19.3 Le montant de la pénalité
16 - Pénalité pour manquement aux règles de sécurité et d'hygiène	19.2.5 Le montant de la pénalité
16— Pénalité pour manquement aux règles de nettoyage	19.2.5 Le montant de la pénalité
19.4 - Approvisionnement	10.4 Approvisionnements
19.6 - Paiement final	12.4 Décompte général définitif